



LE GOUVERNEMENT TABLE AUSSI SUR UNE AUGMENTATION PRÉVISIONNELLE DES RECETTES

BUDGET 2023 :

HAUSSE CONSÉQUENTE DES DÉPENSES À PLUS DE 13.700 MILLIARDS DA

Les recettes budgétaires de l'Algérie devraient augmenter à 7.901,9 milliards de dinars et les dépenses à 13.786,8 milliards de dinars en 2023, selon le projet de loi de Finances (PLF) 2023, présenté avant-hier par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le ministère de la Défense se taille la part lion avec 3.200 milliards de dinars, devenant ainsi le premier poste des dépenses de l'Etat devant les ministères des Finances, de l'Education nationale et de l'Emploi.
Lire en page 2



© Photo : D.R

DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION :

DISTRIBUTION LE 15 NOVEMBRE DE PRÈS DE 120.000 LOGEMENTS PAGE 2



**EXPANSION DU
PORT DE SIKKDA**

**«Le projet
sera livré en
décembre»,
annonce
Beldjoud** Page 3

CLÔTURE DES TRAVAUX DU COLLOQUE INTERNATIONAL D'ORAN



**Le monde
intellectuel
arabe réclame
le modèle
algérien** Page 4

Oran : 50 exposants au Salon international des énergies renouvelables

ALGÉRIE-UE

Clôture d'un jumelage institutionnel au profit de la Direction générale des forêts

Un jumelage institutionnel, dans le cadre du programme P3A, portant sur le renforcement des capacités de la Direction générale des forêts (DGF) pour la mise en œuvre de la stratégie nationale forestière, a été clôturé lundi à Alger. Lancé en février 2020, ce projet de jumelage entre la DGF et un consortium d'administrations italiennes, françaises et suédoises, a pour objectif d'apporter un appui technique à la direction des forêts pour renforcer ses capacités organisationnelles et opérationnelles lui permettant d'assurer la mise en œuvre effective de la stratégie nationale forestière.

TRAVAUX PUBLICS

Examen des opportunités d'investissement avec une délégation du groupe saoudien «Ajlan&Bros company»

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures, Lakhdar Rekhrroukh, a reçu lundi à Alger, une délégation du groupe saoudien «Ajlan&Bros company» avec laquelle il a examiné les opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine des travaux publics et de l'hydraulique, indique un communiqué du ministère.



PRÉSIDENTE/AUDIENCE

Le Président Tebboune reçoit l'archevêque Paul Richard Gallagher

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi à Alger, l'archevêque Paul Richard Gallagher, Secrétaire du Vatican pour les relations avec les Etats et les organisations internationales.

Le Gouvernement table aussi sur une augmentation prévisionnelle des recettes

Budget 2023 : Hausse conséquente des dépenses à plus de 13.700 milliards DA

Les recettes budgétaires de l'Algérie devraient augmenter à 7.901,9 milliards de dinars et les dépenses à 13.786,8 milliards de dinars en 2023, selon le projet de loi de Finances (PLF) 2023, présenté avant-hier par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le ministère de la Défense se taille la part lion avec 3.200 milliards de dinars, devenant ainsi le premier poste des dépenses de l'Etat devant les ministères des Finances, de l'Education nationale et de l'Emploi.

Le caractère social de l'Etat est fortement préservé. Il n'hésite, d'ailleurs, pas à dépenser davantage pour revaloriser les salaires et soutenir les jeunes chômeurs (allocation chômage), ce qui explique, entre autres, la hausse des dépenses de fonctionnement, qui «augmenteront à 9.767,6 milliards de dinars (+26,9%) en 2023», selon le même texte de loi.

Quant aux dépenses d'équipement, elles devraient atteindre les 4.019,3 milliards de dinars, soit en hausse de 2,7% par rapport à la loi de Finances complémentaire (LFC) 2022. A préciser que «le PLF 2023 était élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025». Le prix du pétrole oscille, actuellement, entre 90 et 95 dollars. La hausse des cours du pétrole et des recettes des hydrocarbures et même hors-hydrocarbures ont aidé à renflouer les réserves de changes, estimée à «54,6 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, soit l'équivalent de 14,3 mois d'importations de biens et de services hors facteurs de production», a expliqué le premier agent du pays qui prévoit «une hausse des réserves à 59,7 milliards de dollars à la fin 2023, soit 16,3 mois d'importations de biens et services».

Une sécurité financière pour le pays qui enregistre, selon le ministre, «un excédent de 11,3 milliards de dollars de sa balance des paiements, (6,3% du PIB), un niveau jamais atteint depuis 2014».

Quant à «la balance commerciale de l'Algérie devrait enregistrer un excédent de 17,7 milliards de



■ L'excédent de la balance commerciale et de celle des paiements traduit l'amélioration des indicateurs macroéconomique du pays. (Photo: D.R)

dollars à la fin de l'année en cours, contre 1,1 milliard de dollars l'année précédente», a-t-il souligné. L'excédent de la balance commerciale et de celle des paie-

ments traduit l'amélioration des indicateurs macro-économique du pays. Le PLF 2023, prévoit un taux de croissance moyen de l'Algérie «de 4,1% en 2023 et de 4,4%

Prix du pétrole et du gaz Face au recul du prix du gaz européen, le pétrole reste stable

✍ Au moment où les prix du gaz européen poursuivaient mardi leur recul, retrouvant le niveau affiché en juin dernier, alors que l'Europe a fait état de stocks presque totalement remplis pour faire face à l'hiver, ceux du pétrole demeuraient quasiment stables. Peu après 09h00 mardi, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du gaz naturel en Europe, se négociait à 93,50 euros le mégawattheure (MWh), après avoir fléchi la veille au soir à 96,50 euros le MWh et être repassé sous la barre des 100 euros le MWh, une première depuis la mi-juin.

«Les prix ont considérablement baissé par rapport à ce que nous avons vu en août et en septembre, grâce à un temps doux en automne dans toute l'Europe et à des niveaux de stockage élevés avant l'arrivée de l'hiver», ont commenté à l'AFP les analystes d'Energi Danmark. Le contrat du TTF pour livraison immédiate a même brièvement sombré en terrain négatif, une première depuis octobre 2019. «Il faut savoir que la production a augmenté un peu trop rapidement et que les gazoducs du bassin du Permien (aux États-Unis) ne pouvaient pas simplement gérer cette production», a pour sa part estimé dans sa note Edward Moya, analyste d'Oanda. PVM Energy estime que les réserves de gaz naturel de l'Union européenne sont remplies à 92%.

Alors que les températures en Europe devraient rester plus douces que d'habitude pour cette période de l'année, l'offre abondante de gaz naturel liquéfié (GNL) a permis de remplir les sites de stockage de gaz en Europe, le taux de stockage de l'Allemagne atteignant 96%. Par ailleurs, la semaine dernière, les gouvernements de l'Union européenne se sont réunis pour soutenir des mesures urgentes visant à lutter contre le coût élevé de l'énergie, notamment un plafonnement des prix, en plus d'un plan visant à mettre en place des achats communs de gaz naturel.

Djamila Sai

en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,6% en 2025». La baisse des importations ces derniers mois et la hausse des cours du pétrole ont participé à l'appréciation de la valeur de la monnaie nationale, le Dinar, et du rendement du secteur hors-hydrocarbures, évitant au pays une déroute financière et une crise de la balance des paiements. A préserver également ses réserves de changes qui ont chuté à 44 milliards de dollars.

Déficit budgétaire moyen de 5.720 milliards de dinars sur la période 2023-2025

En pleine période de transition économique, l'Etat a dû intervenir rapidement durant la période de pandémie marquée par une inflation galopante et les épisodes de pénuries pour accélérer son programme de réforme pour soutenir davantage les entreprises et les ménages, renonçant même à l'application de certaines dispositions introduites dans la loi de Finances 2022. Les mesures prises étaient nécessaires pour apaiser la situation de crise. Aujourd'hui, la situation financière du pays s'est nettement améliorée, grâce au redressement du marché pétrolier. En se référant à cette amélioration, le PLF 2023 prévoit «une hausse importante des exportations en hydrocarbures dans le contexte de la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux et la hausse des exportations algériennes hors hydrocarbures qui passeront de 4,5 à 7 milliards de dollars à la fin de l'année 2022». Les autorités misent aussi sur l'investissement pour encourager la production nationale ainsi que les rendements hors-hydrocarbures en vue de diversifier ses ressources financières pour mieux se protéger dans un contexte économique mondial incertain.

En attendant, il peut compter sur la hausse des cours du pétrole et de la fiscalité pétrolière pour renforcer ses dépenses. L'augmentation des recettes budgétaires résulte, selon le ministre «de 1.284,9 milliards de dinars (+66,7%), et les recettes fiscales de 222,8 milliards de dinars (+8,1%)».

La hausse des dépenses publiques signifient aussi la hausse du déficit budgétaire qui «passera de 4.092,3 milliards de dinars (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5.720,0 milliards

REPÈRE

Déclenchement de la Guerre de libération :

Distribution le 15 novembre de près de 120.000 logements

Près de 120.000 unités de logement toutes formules confondues seront distribuées à travers l'ensemble du territoire national, à l'occasion du 68^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, a annoncé hier à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

Ce quota comprend 68.000 unités de type Logement social locatif (LSL), 29.700 logements AADL, 3.700 unités de type Logement promotionnel aidé (LPA), et 1.750 unités de type Logement promotionnel public (LPP), a déclaré le ministre à la presse lors d'une visite sur les sites des projets de logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du Logement (AADL) dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger). L'opération de distribution qui aura lieu le 15 novembre prochain en coordination avec les walis, prévoit également plus de 11.000 aides aux logements ruraux, et 4.200 lotissements sociaux, a fait savoir le premier responsable du secteur.

«Conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en vertu du projet de loi de Finances 2023, plusieurs projets de logements ont été inscrits dans le cadre du Logement public locatif (LPL), a-t-il ajouté.

R.N.

de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB)», selon le ministre. Il est revenu dans le détail sur la hausse des recettes des biens durant cette même période, tandis que «la baisse continue des importations de biens renforce l'approche gouvernementale de rationalisation des importations», a-t-il souligné.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Expansion du port de Skikda

«Le projet sera livré en décembre», annonce Beldjoud

La livraison du projet d'expansion du port pétrolier de Skikda est prévue en décembre prochain, d'après ce qu'a annoncé le ministre des Transports, Kamel Beldjoud.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une série de structures devant renforcer le secteur prochainement pour se mettre au diapason de la dynamique économique, a déclaré le ministre devant la commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a cité, dans ce sens, la gare maritime d'Annaba, qui devra être réceptionnée en décembre 2022, outre le terminal à conteneurs du port d'Oran, dont les travaux ont été achevés en mars dernier et qui est actuellement en cours d'équipement. En revanche, d'autres projets sont confrontés à de multiples difficultés, à l'instar du projet de terminal à conteneurs du port de Djen Djen (Jijel), dont les travaux ont été suspendus en 2018, enregistrant un taux d'avancement de 95%, en raison d'un litige entre l'entreprise portuaire de Djen Djen et l'entreprise chargée de la réalisation, a affirmé le ministre, soulignant que «plusieurs rencontres sont tenues actuellement pour résoudre ce problème». Par ailleurs, M. Beldjoud a fait



■ S'agissant du renforcement de la flotte nationale, le premier responsable du secteur a fait savoir qu'«un appel d'offres sera lancé lors des prochains mois pour l'acquisition d'un navire porte-conteneurs et deux navires céréaliers». (Photo : D.R)

état d'une étude menée par son département ministériel concernant la spécialisation des ports dans le souci de créer un équilibre en termes d'échanges commerciaux au niveau de tous les ports nationaux. S'agissant du renforcement de la flotte nationale, le premier responsable du secteur a fait savoir qu'«un appel d'offres sera lancé lors des prochains mois pour l'acquisition d'un navire porte-conteneurs et deux navires céréaliers». Il sera procédé, en outre, au «lancement d'une opération de fusion

des deux compagnies nationales de navigation «CNAN NORD» et «CNAN MED», pour conférer davantage d'efficacité et de rentabilité au secteur du transport maritime des marchandises». Quant au secteur ferroviaire, le ministre a précisé que les projets, qui sont actuellement en cours de réalisation à travers le pays par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) en vue de renforcer et de moderniser le réseau actuel, et de raccorder les diffé-

rentes zones industrielles, ports, zones d'activités et nouvelles villes, s'étendent à plus de 2.200 km. Par ailleurs, le ministre a fait état d'un nouveau programme de développement du transport ferroviaire qui prévoit, notamment, la réalisation de la ligne minière Est (projet intégré de phosphate), de la nouvelle ligne In Salah-Tamanrasset (670 km), et de la nouvelle ligne Adrar-Bordj Badji Mokhtar (900 km), en sus de la mine de fer de Ghara Djebilat.

Djamila Sai

Acquisition de 15 nouveaux aéronefs et affrètement de 7 avions

«La commission s'attelle à finaliser le cahier des charges dans les meilleurs délais»

Le ministre des Transports, Kamel Beldjoud a assuré avant-hier lundi à Alger, que la commission chargée du renforcement de la flotte aérienne de la compagnie nationale aérienne Air Algérie, par l'acquisition de 15 nouveaux aéronefs dont les appels d'offres ont été lancés récemment, ainsi que l'affrètement de 7 avions, s'attelle à finaliser le cahier des charges dans les meilleurs délais. «Dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale visant à remédier aux lacunes dans le secteur du transport aérien, il est désormais impératif de définir un nouveau plan de développement de la compagnie nationale aérienne», a-t-il indiqué. S'exprimant devant la commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre des Transports a fait remarquer que ce plan comportait un projet de restructuration d'Air Algérie qui sera présenté au Gouvernement. Précisant que ce plan consistait à ouvrir de nouvelles filiales spécialisées dans la maintenance et la sous-traitance, outre les filiales actuelles de la compagnie, en l'occurrence le fret, l'approvisionnement et le système de réservation. Il sera procédé, en outre, à la création d'une filiale spécialisée dans le transport interne. Il s'agit également, a poursuivi Kamel Beldjoud, d'ouvrir l'investissement à l'exploitation des services du transport aérien, relevant que la concession d'exploitation des services du transport aérien est régie par les dispositions du Décret exécutif

2000-43 fixant les conditions et modalités d'exploitation des services aériens. «Le cahier des charges relatif à l'octroi de concession d'exploitation des services aériens du transport public au profit des privés est actuellement en cours d'amendement et d'actualisation et les appels d'offres seront lancés dès son approbation», a-t-il observé. Faisant remarquer que le renforcement du réseau de la compagnie vers les pays d'Afrique et d'Amérique et d'autres pays figure également dans ce plan. Ce plan, a ajouté Kamel Beldjoud, porte, en outre, sur l'amélioration des services aéroportuaires à travers les nombreux projets réalisés ou en cours de réalisation pour le développement des aéro-gares. Citant, à cet effet, la réalisation de 5 tours de contrôle au niveau des aéroports d'Alger, d'Oran, de Constantine, de Ghardaïa et de Tamanrasset pour le renforcement de la sécurité de l'aviation civile dans l'espace aérien algérien, outre un projet de centre régional de contrôle à Tamanrasset visant une couverture globale du radar dans l'espace aérien national (Nord-Sud), où les travaux ont été achevés, ajoutant que le taux d'avancement des travaux d'équipement dudit centre est de 87% actuellement. «La politique de l'Algérie s'oriente aujourd'hui à plus d'ouverture aux pays africains et au monde entier». «La compagnie nationale aérienne compte, en sus des 10 vols ouverts actuellement vers les villes africaines, élargir son réseau à d'autres villes africaines notamment Addis-Abeba, Johannesburg, Libreville et Brazzaville», a-t-il dit.

Rabah Mokhtari

AGRICULTURE

Importation du matériel agricole de moins de 5 ans

Les agriculteurs appelés à s'organiser et mutualiser leurs demandes et leurs efforts

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, est revenu avant-hier lundi, à Ain Defla, sur l'importation du matériel agricole de moins de 5 ans. Appelant, à l'occasion, les agriculteurs à s'organiser et à mutualiser leurs demandes et leurs efforts pour qu'ils puissent acquérir ce matériel à des prix acceptables. «C'est à ce moment-là où l'Etat va mobiliser ses ressources financières en termes de devise pour développer le secteur agricole», a-t-il indiqué. Intervenant en marge d'une visite de travail qu'il a effectué dans cette wilaya, Mohamed Abdelhafid Henni a fait savoir que ce matériel agricole est essentiellement orienté vers les wilayas du Sud pour les grandes superficies de la production céréalières et des légumes secs. «L'Office de Développement de l'Agriculture industrielle en terres Sahariennes (ODAS) a reçu, via sa plate-forme, 1.180 demandes d'investissements», a-t-il fait remarquer. Le ministre de l'Agriculture et du développement rural a également fait état de la décision de son département ministériel de simplifier les démarches administratives aux agriculteurs et de réduire les délais de traitement des dossiers relatifs au développement du secteur agricole. «Il y avait des délais qui ont été imposés à toutes les administrations locales pour que les dossiers qui ont trait au développement du secteur agricole soient traités dans les 24h ou les 48h qui suivent», a-t-il dit. Assurant que le cas échéant, le dossier remonte vers l'administration centrale et une réponse est donnée dans un délai maximal de 2 jours. S'agissant des prix des engrais, Mohamed Abdelhafid Henni a assuré que le prix de l'Uré46 va rester inchangé par rapport au prix de l'an dernier, faisant savoir que la production nationale des autres engrais est d'environ 40%, dont le soutien de l'Etat est à 50% au lieu de 20%, sur des prix de référence réels sur le marché. Sur un autre registre le ministre de l'Agriculture et du développement rural a fait cas de dispositions qui vont être prises dès la semaine prochaine pour réguler les prix de la viande rouge, essentiellement ovine, qu'il juge totalement injustifiés, en vue, a-t-il observé, d'avoir un point de vue cohérent en faisant appel aux professionnels de la filière. Rassurant, au passage, que les prix de l'aliment de bétail ne seront pas augmentés. «Le soutien de l'Etat est effectif sur le terrain», a-t-il fait remarquer.

R.M.

BRÈVE

Travaux publics

Rekhroukh examine les opportunités d'investissement avec une délégation du groupe saoudien «Ajlan & Bros company»

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures, Lakhdar Rekhroukh, a reçu lundi à Alger, une délégation du groupe saoudien «Ajlan & Bros company» avec laquelle il a examiné les opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine des travaux publics et de l'hydraulique, indique un communiqué du ministère. La rencontre a été une occasion pour les deux parties d'affirmer «leur volonté commune de consentir davantage d'efforts pour promouvoir les opportunités d'investissement et de coopération, et leur élargissement au dessalement de l'eau de mer», ajoute le communiqué. La délégation qui effectue une visite de travail en Algérie depuis dimanche dernier est présidée par le vice-président du conseil d'administration du groupe saoudien «Ajlan & Bros company», Cheikh Mohammed Bin Abdulaziz Al-Ajlan, conclut le document.

Agence

Clôture des travaux du Colloque international d'Oran

Le monde intellectuel arabe réclame le modèle algérien

La ville d'Oran a abrité avant-hier un colloque international sur la dimension arabe durant la Révolution algérienne, consacré par l'organisation d'un atelier portant sous le thème « L'Algérie dans le Monde arabe, profondeur de l'histoire, enjeux du présent et perspectives d'avenir », un événement auquel le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, était présent aux côtés de nombreux participants nationaux et arabes, notamment des historiens, docteurs, chercheurs et professeurs algériens, palestiniens, saoudiens, égyptiens, tunisiens et irakiens.

Organisé à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et du 68^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, le Colloque international d'Oran a été une occasion pour les participants nationaux et arabes pour féliciter le rôle irréfutable et irrévocable de l'Algérie à travers son histoire riche et lumineuse dans le monde arabe, tout en lançant un appel, à cette occasion, aux dirigeants arabes pour la création d'une action collective arabe dédiée à la mémoire commune. S'appuyant et s'inspirant à la fois sur le fort modèle de la Guerre de libération algérienne, les intellectuels et religieux arabes, participants à cette rencontre, ont recommandé l'intensification de l'action arabe commune dans sa dimension historique, culturelle et civilisée, à travers une stratégie de travail commune.



Les chercheurs ont vivement salué le rôle colossal de l'Algérie dans l'émergence et le développement de la conscience arabe. (Photo : DR)

Aussi, les participants au Colloque international d'Oran, ont suggéré des jumelages avec des centres d'études et de recherche et établissements des musées d'intérêt commun, afin de mettre en œuvre des projets qui renforcent les liens historiques communs, en plus d'organiser un concours international des meilleures œuvres historiques et œuvres audio-visuelles qui perpétuent le parcours de la mémoire commune. Sur la même longueur d'onde, les chercheurs, historiens, professeurs et docteurs d'universités des pays arabes participants au Colloque d'Oran, ont vivement salué la grande contribution et le rôle colossal de l'Algérie dans l'émergence et le développement de la conscience arabe. « L'Algérie jouit d'une grande place, notamment dans la

conscience arabe, devenant, grâce à la révolution du 1^{er} Novembre 1954, un des symboles de libération dans l'histoire contemporaine », disaient les participants arabes au Colloque international d'Oran. L'un des participants tunisiens à cet événement, en l'occurrence le Docteur Issaâd Mokdad, directeur du Centre Jugurtha pour l'intégration maghrébine en Tunisie, a déclaré que « l'Algérie, dans son histoire et sa formation, est un cas exceptionnel et unique qui a déclenché une Révolution que tous les Arabes se sont ralliés derrière elle pour la soutenir », dira avec grande enthousiasme et fierté. Epaté par la solidité de la cause algérienne et par la bravoure des combattants, Moudjahidine algériens, de l'époque coloniale, il a souligné que la cause algérienne

était une des questions les plus importantes ayant secoué la conscience des Arabes et suscité un écho des plus favorables, « car c'est une Révolution d'un peuple qui voulait obtenir sa liberté et son indépendance et toutes ses actions ont été liées à des valeurs nobles qui servent l'humanité et restées gravées dans le cours de l'histoire », a fait observer avec une grande admiration le Tunisien, le Docteur Issaâd Mokdad. En face de lui, le Docteur Abderahmane Benbouziane, maître de conférences et chef du département d'histoire à l'université de Tlemcen, a abordé, dans sa communication intitulée « La Ligue arabe et la Révolution algérienne », la nature et l'ampleur de la contribution apportée par cette instance arabe pour soutenir la glorieuse Guerre de libération, notamment en ce qui concerne son internationalisation et la mobilisation d'un soutien mondial en sa faveur. De son côté, le professeur Bouchenafi Mohamed de l'université de Sidi Bel-Abbès a exposé une approche sur la dimension arabe pendant la Révolution algérienne, à travers le Journal de la résistance algérienne (1956-1962) dont de nombreux de ses articles cités par cet universitaire traitaient des réactions officielles et populaires dans les pays arabes sur de nombreuses questions liées à la lutte algérienne contre le colonialisme français. D'autre part, le Colloque international d'Oran a vu également la participation du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, où il a insisté sur la nécessité d'approfondir les études et les recherches sur la dimension arabe de la Révolution algérienne.

Sofiane Abi

Relations bilatérales

« L'Algérie est un partenaire important pour la Slovénie »

La présidente de l'Assemblée nationale slovène, Mme Urska Klakocar Zupancic a affirmé, lors de sa rencontre avant-hier avec le président de l'Assemblée nationale populaire (APN), M. Brahim Boughali, que l'Algérie était « un partenaire important pour son pays ». Cette rencontre intervient dans le cadre de la visite du président de l'APN en Slovénie à la tête d'une délégation parlementaire les 24 et 25 octobre courant. A l'occasion, la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie a exprimé sa « joie pour cette rencontre qui coïncide avec la célébration du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, et du 30^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays », selon un communiqué de l'APN. Elle a souligné également la nécessité d'œuvrer à promouvoir le niveau des relations commerciales entre les deux pays et à signer des conventions dans des secteurs importants, notamment l'énergie. « Relevant que les actions prochaines seront en matière de soutien mutuel des candidats aux grands organes, à l'instar de l'ONU », elle a ajouté que cela devra « conforter les relations entre les deux pays, d'autant plus que

l'Algérie est très active dans ses efforts visant à résoudre les crises dans les zones de conflit ». De son côté, M. Boughali a salué le « niveau des relations qui unissent les deux pays », précisant que cette visite intervient à un moment où les relations bilatérales connaissent un nouveau départ. Notamment, poursuit-il, après la rencontre qui a eu lieu entre le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et son homologue slovène en marge de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Cette rencontre a été marquée par la signature d'un accord pour former une commission mixte de coopération, qui constituera une base juridique devant être suivie d'autres accords sectoriels dans le but de développer les relations bilatérales dans tous les domaines, a-t-il ajouté. Evoquant l'investissement, le président de l'APN a expliqué que la nouvelle loi sur l'investissement « garantit à l'investisseur étranger les mêmes avantages » accordés à l'investisseur national exprimant son vœu de voir plus d'investissements slovènes, outre la coopération bilatérale dans le domaine de l'Education, de l'Enseignement.

Au titre de sa visite en Slovénie, M. Boughali s'est réuni avec les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie. Dans ce cadre, il a mis en exergue « la réalisation par l'Algérie de nombreux acquis socio-économiques, sous la direction du président de la République, dans le cadre de l'Algérie nouvelle », saluant « les différents réformes politiques qui se sont manifestées à travers les acquis obtenus », a indiqué le communiqué. Par la même occasion, M. Boughali a souligné « la nécessité d'élargir les relations de coopération et de concertation entre les deux pays, compte tenu de l'environnement favorable pour y parvenir après les réformes lancées par le président de la République, notamment la nouvelle loi sur l'investissement qui ouvre des perspectives prometteuses de partenariat et de coopération ». De leur côté, les présidents de groupes parlementaires constituant l'Assemblée nationale slovène ont salué « le grand progrès » qu'ont connues les relations algéro-slovènes, « d'autant que l'Algérie est considéré comme un partenaire important à l'échelle africaine ».

Manel Z.

MONDE ARABE

L'intégration économique arabe

« Il est temps d'agir », selon Slimane Nacer

L'enseignant universitaire et expert en économie, Slimane Nacer, a suggéré, hier et lors d'un entretien accordé à l'Agence presse service, une unification des pays arabes dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture pour faire face aux multiples formes et risques qui minent aujourd'hui le monde. « La grande obligation des pays arabes est aujourd'hui d'unir leurs forces en matière de l'énergie et de l'agriculture, car ces deux secteurs colossaux constituent un atout essentiel pour une intégration économique arabe, devenue aujourd'hui un impératif dans un monde en pleine mutation », a indiqué l'expert en économie à l'APS. Dans son entretien, Slimane Nacer, a déclaré avoir formulé des propositions pour aplanir les obstacles face à la concrétisation sur le terrain de l'intégration escomptée des pays arabes. L'expert en économie a affirmé, d'autre part, que les économies arabes se distinguaient par la diversité de leurs ressources et capacités. « Certains de ces pays sont riches en ressources énergétiques, d'autres en ressources agricoles ou halieutiques, en sus du commerce des services, constituant ainsi des atouts importants à même de consolider les échanges commerciaux interarabes », explique Slimane Nacer. Sur la même longueur d'onde, l'interlocuteur de l'APS a cité l'exemple réussi de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE), créée en 2009, où l'intégration commerciale entre les pays arabes a montré beaucoup de signaux positifs, « une étape obligatoire pour la concrétisation de l'intégration économique arabe en général », a soutenu l'expert algérien. En revanche, et malgré ces quelques signaux positifs, l'enseignant universitaire, Slimane Nacer, a jugé insuffisant. Pour lui, les grands retards causés par l'absence d'une politique de clairvoyance des pays arabes datent de plus de soixante ans. « En dépit des nombreux plans élaborés durant plus de 60 ans pour la réalisation de l'intégration économique arabe et des moyens importants mis en place à cet effet, cette démarche est toujours confrontée à plusieurs défis », a-t-il qualifié, ajoutant que le principal défi à relever dans l'espace arabe demeure celui de l'intégration, face aux imposants ensembles régionaux dans le monde. Citant plusieurs exemples et tentatives d'intégration économique entre Arabes, couronnés, malheureusement, par des échecs répétés, notamment le Sommet d'Amman en 1980, celui à travers le Fonds monétaire arabe (FMA), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA) et le projet de la GZALE, adopté en 1997, « toutes ces démarches ont toujours fait face à plusieurs grands défis et obstacles », a fait remarquer l'expert en économie, Slimane Nacer. En chiffres, le commerce interarabe jugé « faible » ne dépassait pas 11% du total du commerce extérieur arabe en 2019, soit 112 milliards de dollars, a-t-il rappelé.

S. Abi

INFO
EXPRESS

APN
Présentation d'un exposé sur l'évaluation du Hadj et les préparatifs pour la prochaine saison
La Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi, avant-hier à Alger, un exposé présenté par le directeur général (DG) de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Ahmed Slimani, sur l'évaluation de la saison du Hadj 2022 et les préparatifs pour la prochaine saison, indique un communiqué de la Chambre basse du Parlement. La Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses de l'APN, présidée par Salah Djeghloul, a tenu une réunion lors de laquelle ses membres ont suivi un exposé présenté par le DG de l'ONPO, Ahmed Slimani, sur l'évaluation de la saison du Hadj 2022 et les efforts consentis par l'Etat pour mettre sur pied toutes les mesures administratives et logistiques en coordination avec les différents départements ministériels, et rattraper les insuffisances à l'occasion de la prochaine saison du Hadj. Le premier responsable de l'ONPO a évoqué, à cette occasion, une initiative du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs visant à assurer la coordination et la concertation avec les différents secteurs ministériels et les organismes concernés par l'organisation de la saison du pèlerinage. Il a fait part, à cet égard, de «la disponibilité» de tous les partenaires à participer à l'organisation de cette opération, rappelant à ce propos l'examen par le conseil interministériel, tenu le 25 avril dernier, de la possibilité de participer à l'organisation du Hadj 2022. Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du conseil interministériel, toutes les conventions ont été signées avec des hôtels se situant dans le périmètre des deux Lieux Saints de l'islam, a fait savoir M. Slimani. Pour ce qui est des services de transport, une convention a été conclue avec un seul prestataire pour assurer un service de qualité au profit des hadjis, outre la conclusion d'un accord avec l'Etablissement national de Tawafa pour les pèlerins des pays arabes pour prodiguer les différentes prestations au niveau des Lieux Saints. ■

Formation spécialisée

Plus de 9.820 stagiaires inscrits dans les métiers de la pêche et des productions halieutiques

Plus de 9.820 stagiaires ont rejoint, lundi, les établissements de formation spécialisés dans les métiers de la pêche et des productions halieutiques du pays, au titre de l'année pédagogique 2022/2023, a révélé le ministre du secteur, Hicham Sofiane Salaouatchi, à partir de Tipasa.

«Les instituts et écoles du secteur assureront la formation de 9.827 stagiaires dans différents métiers de la pêche et des productions halieutiques», a indiqué le ministre, en procédant au lancement des cours à l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture de Cherchell, en compagnie du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, et du wali de Tipasa, Aboubakr Seddik. Ce nombre de stagiaires se répartissent à raison de 2.750 nouveaux inscrits dans la navigation (conduite de bateaux), opérations de pêche, conduite et maintenance des moteurs de propulsion des bateaux et accessoires, aquaculture et plongée professionnelle et 4.652 professionnels en formation de mise à niveau sur des sites proches de leurs lieux de travail. A



cela s'ajoutent plus de 2.140 inscrits en mode «formation à la carte» dans les spécialités de l'aquaculture en milieu marin et intégrée aux activités agricoles, la maintenance des moteurs, la sécurité maritime, l'utilisation des appareils électroniques pour la navigation et la pêche, transformation et valorisation des produits de la pêche, a détaillé le ministre. Par ailleurs, quelque 285 stagiaires diplômés du secteur poursuivront leur formation dans le cadre de la formation de base et continue, tandis que 18 formateurs bénéficieront d'une formation capacitaire dans le domaine de la pêche hauturière, en application d'accords de coopération internationale. S'agissant des conventions signées avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, M. Salaouatchi a exprimé sa

«satisfaction» à l'égard des résultats obtenus, notamment concernant l'actualisation de la nomenclature de la formation, et l'intégration des spécialités d'exploitation et transformation du corail rouge et à soudures sous-marine, de même que le développement de l'aquaculture dans les zones désertiques». Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a également signé une convention avec le ministère de la Justice, couronnée par le lancement de la formation de 36 détenus et employés de l'établissement pénitentiaire de la wilaya d'Adrar, en plus de la programmation de la formation de 500 détenus, au niveau national, dans le domaine de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, en vue de faciliter leur réinsertion sociale après expiration de leur peine.

Action citoyenne

Célébration de la Journée nationale des donneurs de sang

L'Algérie a célébré, mardi, la Journée nationale des donneurs de sang qui sera marquée par l'organisation de manifestations, actions de sensibilisation et cérémonies au profit des donneurs de sang à travers l'ensemble du territoire national, indique l'Agence nationale du sang dans un communiqué. Inscrite sous le slogan «le don de sang, un acte de générosité», cette journée avait pour objectif de «lancer un appel à la solidarité nationale en sensibilisant davantage l'opinion publique quant à l'importance du don de sang volontaire et encourageant

un plus grand nombre de personnes à donner régulièrement leur sang». Dans ce cadre, des manifestations, actions de sensibilisation et cérémonies honorifiques au profit des donneurs de sang ont été organisées à travers l'ensemble du territoire national en collaboration avec le mouvement associatif, en particulier la Fédération algérienne des donneurs de sang et les comités locaux qui lui sont affiliés. L'Agence nationale du sang a relevé que «malgré la baisse du nombre de dons de sang durant la pandémie liée à la Covid-19, la mobilisation des donneurs de sang s'est

poursuivie», ajoutant que cette action citoyenne de solidarité a permis d'assurer «un approvisionnement sûr et suffisant en produits sanguins». A ce titre, durant le premier semestre 2022, il a été enregistré, au niveau national, «un nombre de 315.047 dons de sang collectés, 72% réalisés au niveau des structures fixes de transfusion sanguine et 28% en collecte mobile», note le communiqué. La célébration de la Journée nationale des donneurs de sang a été instituée en 2006 en hommage à la date de création de la Fédération algérienne des donneurs de sang. ■

Yacine Bentotoche

L'heureux gagnant du challenge « Djam'in with LG »

LG Electronics Algérie a annoncé aujourd'hui le vainqueur du challenge «Djam'in with LG» et a clôturé celui-ci par un concert inédit de la star Djamil Ghoul, Djam de son nom de scène, l'un des premiers challenges musicaux sur une plateforme digitale, Instagram, qui vise à révéler de jeunes talents algériens. LG a tenu le 22 octobre 2022 à Alger, la finale du challenge Djam'in with LG, animé par la célèbre Zahra Harkat, qui a rassemblé les 5 finalistes (Yacine Bentotoche, Mehdi Krouma, Katia Demil, Fares Sabouni et Idir Gourari) qualifiés durant les 7 primes effectués sur la plateforme digitale Instagram. Ces finalistes ont été coachés préalablement par l'artiste Djam, à l'aide d'un orchestre et d'instruments professionnels mis à leur disposition pour se préparer à la finale.

Suite à leur prestation durant la finale, les membres du jury ont délibéré et choisi l'heureux gagnant du challenge. Il a remporté la production d'un clip avec le célèbre Djam qui sera diffusé sur toutes les plateformes de musique (Streaming, Spotify) et des instruments offerts par le pionnier de l'innovation LG Electronics Algérie afin de poursuivre son rêve. Ce concours est le fruit d'un partenariat entre LG Electronics Algérie et le chanteur Djam annoncé le 20 septembre 2022 et baptisé le challenge Djam'in with LG. Cette compétition musicale originale a été lancée sur le réseau social des jeunes par excellence, Instagram. LG s'inscrit toujours dans la même optique qui est l'encouragement et le soutien des jeunes, afin de leur permettre de mettre en avant leur poten-

tiel sur la scène artistique algérienne. Le concours Djam'in with LG vise à révéler la culture musicale algérienne. Le but de la compétition est d'envoyer leurs démos à l'artiste, celui-ci a sélectionné les meilleures compositions avec un jury afin de déterminer le gagnant. Ce challenge a regroupé au total 16 talents sur des primes en ligne, dont 8 sélectionnés sur la plateforme Instagram et 8 autres sur le site web de LG, afin d'aboutir aux 5 meilleurs qui eux vont performer sur la scène de Ibn Zeydoun devant un public et les membres du jury. LG Electronics Algérie, en collaboration avec L'artiste Djam, ont donné ainsi la chance aux jeunes Algériens de croire en leur rêve et de mettre en lumière la passion, la créativité et le talent de cette jeunesse pleine d'ambition et révéler leur potentiel. ■

INFO
EXPRESS

Enseignement supérieur Le plan principal de numérisation réalisera un bond qualitatif

Le plan principal de numérisation du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique permettra la réalisation d'un «bond qualitatif» au profit des étudiants, des enseignants et de l'ensemble du personnel, a affirmé avant-hier, le ministre du secteur, Kamal Baddari qui a annoncé le lancement de ce projet pour le 1^{er} novembre prochain. Supervisant l'ouverture des travaux de la Conférence nationale des universités à la faculté de médecine (Université d'Alger 1), le ministre a indiqué que cette rencontre avait pour objectif «la concrétisation du plan principal de numérisation du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui devrait réaliser un bond qualitatif à même d'accroître les chances de réussite des étudiants». Ce plan devrait aussi, selon le ministre, «moderniser l'administration et la gouvernance dans le domaine pédagogique, la recherche scientifique, mais aussi des différents services universitaires». Prévoyant sept (7) axes stratégiques, le plan en question «comprend 85 projets à réaliser entre le 1^{er} novembre prochain et décembre 2024», a précisé M. Baddari, qui a invité les cadres du secteur «à veiller à traduire ce projet sur le terrain». Evoquant l'année universitaire en cours, il a rappelé qu'elle avait été marquée par l'inauguration de trois nouveaux établissements universitaires. Il s'agit de l'Ecole nationale supérieure des enseignants pour les sourds-muets, chargée de former des enseignants pour les élèves sourds-muets du cycle secondaire, et deux écoles supérieures dédiées à l'agriculture saharienne dans les wilayas d'El-Oued et d'Adrar. S'agissant de la décision de créer une commission nationale pour l'amélioration du classement des établissements universitaires et de recherche, le ministre a affirmé que son objectif était de chercher les moyens et les mécanismes du développement des établissements universitaires algériens et leur permettre d'améliorer leur classement sur le plan international. ■

Corée du Nord

Lancements de missiles

Malgré les avertissements incessants des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, la Corée du Nord poursuit ses tests de lancements de missiles, avec deux autres nouveaux tirs le 12 octobre 2022, selon les médias nord-coréens. Les tirs, qui ont parcouru 2 000 km au-dessus de la mer Jaune, ont été supervisés par Kim Jong Un.

La Corée du Nord a testé deux «missiles de croisière stratégiques à longue portée, en présence du dirigeant Kim Jong-un», ont rapporté le 13 octobre les médias nord-coréens qui ont précisé qu'ils étaient conçus pour transporter des armes nucléaires tactiques. Le pays a réalisé une série record d'essais d'armements en 2022, qui ont exacerbé les tensions sur la péninsule coréenne et renforcé les craintes que Pyongyang puisse effectuer son premier essai nucléaire depuis 2017.

Kim Jong Un a personnellement supervisé ces lancements de missiles, qui ont parcouru 2 000 kilomètres au-dessus de la mer Jaune, a souligné l'agence de presse KCNA. Elle a ajouté que les projectiles, qui ont atteint leurs cibles, ont volé à des altitudes beaucoup plus basses que des missiles balistiques, ce qui les rend plus difficiles à détecter et intercepter. Le dirigeant nord coréen a exprimé sa grande satisfaction à l'issue de ces essais qui visaient à renforcer l'efficacité au combat des missiles déployés dans les unités de l'armée populaire coréenne pour le fonctionnement des armes nucléaires tactiques. Après les essais du 12 octobre, Kim Jong-un a mis en avant que son pays devait étendre la sphère opérationnelle des forces armées nucléaires stratégiques, selon KCNA. Il a souligné que «nous devons concentrer tous nos efforts sur le développement continu et accéléré des forces armées nucléaires de combat nationales», a ajouté l'agence. Les tests de missiles de croisière ne sont pas interdits par l'ONU contrairement aux tirs de missiles balistiques dont la Corée du Sud et le Japon font généralement état.



Aucun des deux pays n'a relaté l'essai du 12 octobre. Kim Jong-un a fait de l'acquisition d'armes nucléaires tactiques armes plus petites et plus légères conçues pour être utilisées sur le champ de bataille. Une priorité absolue lors d'un congrès clé du Parti en janvier 2021. Des simulations de guerre réelle menées par la Corée du Nord. «Ce dernier essai signifie que le Nord fait fonctionner une capacité nucléaire tactique sur des missiles de croisière, qui sont plus difficiles à détecter en raison de leur vol à basse altitude», a affirmé à l'AFP Hong Min, de l'Institut coréen pour l'unification nationale. «Cela témoigne de la capacité de Pyongyang à lancer des ogives nucléaires», a-t-il ajouté, précisant que les missiles de croisière peuvent également avoir des trajectoires de vol irrégulières, les rendant plus difficiles à intercepter. En septembre 2022 le pays a révisé sa doctrine nucléaire afin de permettre des frappes préventives. En outre, Kim Jong-un a déclaré que la Corée du Nord était une puissance nucléaire irréversible, ce qui a mis fin à toute possibilité de négocia-

tion sur son arsenal. Depuis lors, Séoul, Tokyo et Washington ont intensifié leurs exercices militaires combinés, notamment en déployant à deux reprises un porte-avions américain à propulsion nucléaire dans la région, provoquant la colère de Pyongyang, qui dénonce immanquablement ces exercices comme des répétitions d'invasion. En réponse, le Nord a organisé des manœuvres de guerre réelle, en simulant des frappes contre des ports, des aéroports et des installations de commandement militaire de la Corée du Sud, avait fait savoir le 10 octobre KCNA. Les unités de l'armée nord-coréenne chargées de l'utilisation des armes nucléaires tactiques ont organisé des exercices militaires du 25 septembre au 9 octobre afin de vérifier et d'évaluer la capacité de dissuasion et de contre-attaque nucléaire du pays. Ces exercices ont également été supervisés par Kim Jong-un, selon les médias d'Etat. KCNA avait également affirmé que le projectile nord-coréen qui avait survolé le Japon le 4 octobre était un nouveau type de missile balistique sol-sol de portée

intermédiaire. Les déclarations de KCNA sur ses récents essais qui sont inhabituelles, les médias d'Etat ne commentant plus systématiquement les lancements semblent indiquer que Pyongyang s'inquiète des récents exercices conjoints dirigés par les Etats-Unis, selon les analystes, fait-on savoir encore. Les sept lancements de missiles effectués par la Corée du Nord au cours des deux dernières semaines étaient des exercices simulant une guerre réelle, a ajouté KCNA. Alors que les pourparlers sur le désarmement de la Corée du Nord sont depuis longtemps dans l'impasse, Pyongyang a multiplié depuis le début de l'année ses essais d'armements. Elle a notamment tiré le 4 octobre un missile balistique au-dessus du Japon, une première en cinq ans. De nombreux experts et responsables estiment par ailleurs que la Corée du Nord a achevé les préparatifs pour un nouvel essai nucléaire, qui serait le septième de son histoire et le premier depuis 2017, a-t-on informé.

Oki Faouzi

Royaume Uni

Rishi Sunak Premier ministre

Le nouveau chef du Parti conservateur au pouvoir au Royaume-Uni, Rishi Sunak, assume ses fonctions de Premier ministre le 25 octobre après une audience avec le roi Charles III. L'annonce a été faite dans un communiqué publié lundi par la chancellerie au 10 Downing Street. Il est à noter que la Première ministre sortante, Liz Truss, tiendra une réunion avec les membres du cabinet dans la matinée, suivie d'un discours d'adieu à sa résidence. Vers 10h15 (UTC+1), elle arrivera au palais de Buckingham, où Charles III acceptera sa démission. Le monarque tiendra ensuite une réunion avec M. Sunak, au cours de laquelle il l'invitera à l'ancien gouvernement de Sa Majesté. Vers 11h35, le nouveau chef du gouvernement prononce un discours devant le peuple de Grande-Bretagne.

Lundi, M. Sunak a été annoncé comme le nouveau chef du Parti conservateur après que ses deux rivaux,

l'ancien Premier ministre Boris Johnson et le chef de la Chambre des communes britannique Penny Mordaunt, ont annoncé qu'ils ne se battraient pas pour le poste de chef de gouvernement. Comme l'ont fait savoir les médias locaux, ni M. Johnson ni Mme Mordant ne semblent avoir obtenu les 100 voix des députés conservateurs nécessaires pour atteindre le prochain tour du vote parlementaire. M. Sunak deviendra le premier chef du gouvernement britannique à être nommé par Charles III, qui est devenu roi le 8 septembre après la mort d'Elizabeth II. À Downing Street, M. Sunak a succédé à Mme Truss, qui a annoncé sa diffusion le 20 octobre à la suite de l'échec de sa politique économique et du mécontentement croissant des membres de son parti. Elle aura passé au total moins de 50 jours en tant que première ministre, libérant un anti-record. ■

Sommet arabe en Algérie

La Tunisie émet un timbre-poste arabe commun

Un timbre-poste arabe commun sera émis mardi par la Poste tunisienne, à l'occasion de la 31^e session ordinaire du Conseil de la Ligue des Etats arabes au niveau du sommet, qui se tiendra en Algérie les 1^{er} et 2 novembre, selon l'agence de presse tunisienne TAP. «Cette émission intervient pour confirmer l'importance de la dimension

arabe dans la politique étrangère de la Tunisie», souligne la TAP.

Ce timbre-poste ainsi que les autres produits philatéliques réalisés à cette occasion seront disponibles à la vente dans tous les bureaux de poste et via internet à partir de mardi, a-t-on fait savoir de même source. ■

Palestine

Les forces d'occupation israéliennes empêchent des agriculteurs de cueillir des olives

Les forces d'occupation israéliennes ont empêché lundi, des agriculteurs de cueillir des olives dans le village de Jabaa, au sud-ouest de Bethléem, a indiqué une source locale. Theyab Masha'leh, chef du conseil du village d'Al-Jaba'a, a déclaré que les forces d'occupation ont empêché un groupe d'agriculteurs d'entrer leurs terres, pour cueillir des

olives près de la colonie illégale de «Beit Ayin», sous prétexte qu'ils n'ont pas des permis spéciaux leur permettant d'entrer dans leurs terres.

L'occupation israélienne et ses colons ont intensifié leurs mesures arbitraires contre les cueilleurs d'olives, dans diverses régions en Cisjordanie occupée. ■

contribution

Dialogue des civilisations et l'édification nationale

Le rôle de l'intellectuel et du journaliste

Le mot intellectuel provient du mot latin intellectus, de intellegere, dans le sens d'établir des liaisons logiques, des connexions entre les choses. La fonction de l'intellectuel n'est pas à proprement parler récente car à l'époque de la Grèce antique des leaders charismatiques, qui font l'intellectuel, se retrouvent dès la première étape du mouvement social, comme Gorgias ou Protagoras, qui ont marqué leur époque par une démarche passionnelle de l'esprit, le contre-poids des actes réels. L'intellectuel et le journaliste ne sauraient vivre en vase clos. La méthodologie pour produire est simple : pour paraphraser le grand philosophe allemand Hegel, méthodologie reprise par Karl Marx dans le Capital, il observe d'abord le concret réel ; ensuite il fait des abstractions, les scientifiques diront des hypothèses. Il aboutit à un concret abstrait, c'est-à-dire son œuvre. Si le résultat final permet de comprendre le fonctionnement du concret réel à partir du canevas théorique élaboré, les abstractions sont bonnes. C'est aussi la méthodologie utilisée en sciences politiques pour déterminer le niveau de gouvernance dite des 80/20%. En effet, 20% d'actions bien ciblées ont un impact sur 80% de la société ; mais 80% d'actions désordonnées que l'on voile par de l'activisme ministériel n'ont un impact que sur 20%. Aussi l'intellectuel se pose entre la réalité et le devenir de l'humain devant tenir compte de la complexité de la société toujours en mouvement d'où l'importance de la multi pluridisciplinarité et donc du mouvement de l'histoire. L'intellectuel et le journaliste produisent ainsi de la culture qui n'est pas figée, mais évolutive, en vue de l'adaptation de la diffusion des connaissances, fortement marquée par l'ouverture de la société sur l'environnement englobant l'ensemble des valeurs, des mythes, des rites et des signes partagés par la majorité du corps social, tenant compte du rôle d'Internet et des nouvelles technologies, où le monde est devenu une maison de verre. L'intellectuel ne saurait s'assimiler uniquement aux diplômes, mais avec son niveau culturel.

Rappelons que Einstein postulant une théorie non-conformiste par la suite qui a révolutionné le monde, a au début été rejeté par ses pairs de l'université car ils se limitent à une évaluation bureaucratique – administrative. Et c'est cela qui fait que les journalistes peuvent parfois jouer le rôle des intellectuels autrefois réservé aux scientifiques surtout dans une société hyper médiatisée. En fait, il s'agit de toute personne (femme ou homme) qui, du fait de sa position sociale, dispose d'une forme d'autorité et la met à profit pour persuader, proposer, débattre, permettre à l'esprit critique de s'émanciper des représentations sociales. L'intellectuel et le journaliste doivent douter constamment et se remettre toujours en question, selon la devise que le plus grand ignorant est celui qui prétend tout savoir. Les expériences réussies du Japon, des pays émergents comme la Chine et l'Inde montrent que l'on peut assimiler la technologie sans renier sa culture. D'ailleurs, le transfert technologique est favorisé lorsqu'il existe une meilleure compréhension des valeurs convergentes et divergentes qui s'établissent entre deux groupes et vouloir imposer ses propres valeurs, c'est établir une relation de domination qui limite le transfert. Aussi, la culture d'entreprise est un sous-produit de la culture nationale et par conséquent un ensemble de



Le président de la République a honoré le 22 octobre 2022, les lauréats de la 8^e édition du Prix du journaliste professionnel organisée sous le thème « Soixantenaire de l'indépendance : Défis d'hier, défis d'aujourd'hui ». L'Algérie est confrontée aujourd'hui à plusieurs défis, tant pour la préservation de sa sécurité et sa stabilité dans un environnement marqué par les tensions que pour le parachèvement de son processus rénové sur la voie de l'édification économique, sociale, culturelle et politique. Au sein d'un monde de l'audiovisuel et de la communication qui connaît un bouleversement sans précédent, super-médiatisé, avec le développement des sites qui prendront de plus en plus d'importance, je ne puis séparer le rôle de l'intellectuel, non l'intellectuel organique aux ordres et celui du journaliste dans le cadre du redressement national.

valeurs, de mythes, de rites, de tabous et de signes partagés par la majorité des salariés et un élément essentiel pour expliquer les choix stratégiques en renforçant les valeurs communes. Exemple : les règlements de conduite, les descriptifs des postes, ainsi que par le système de récompense et de sanctions adopté afin que les salariés soient mobilisés, pour qu'ils s'identifient à leur entreprise et s'approprient son histoire. Tout cela facilite le transfert de technologie qui ne doit pas se limiter à l'aspect technique, mais également managérial, organisationnel et commercial et culturel. En ce XXI^e siècle, le capital se socialise dans différents dispositifs techno-organisationnels influant dans le rapport des individus au travail. Les enquêtes montrent clairement que cette extension des savoirs sociaux s'accompagne de nouvelles formes de segmentation (qualifiés/non qualifiés ; mobiles/immobiles ; jeunes/vieux ; homme/femme et d'un partage des activités et services qui deviennent de plus en plus marchands (délocalisation avec l'informatique en Inde, l'électronique au Japon, Corée du Sud etc). Cette approche socio-culturelle qui rend compte de la complexité de nos sociétés doit beaucoup aux importants travaux sous l'angle de l'approche de l'anthropologie économique de l'écono-

miste indien prix Nobel Amartya Sen et aux importants travaux du grand philosophe allemand Kant sur la rationalité qui est relative et historiquement datée comme l'ont montré les enquêtes de Malinowski sur les tribus d'Australie. Il s'agit de ne pas plaquer des schémas importés sur certaines structures sociales figées où il y a risque d'avoir un rejet (comme une greffe sur un corps humain) du fait que l'enseignement universel que l'on peut retirer de l'Occident- est qu'il n'existe pas de modèle universel. L'histoire du cycle des civilisations, prospérité ou déclin, est intimement liée à la considération du savoir au sens large du terme et qu'une société sans intellectuels et journalistes crédibles, non aux ordres, est comme un corps sans âme. Le déclin de l'Espagne après l'épuisement de l'or venant d'Amérique et certainement le déclin des sociétés actuelles qui reposent essentiellement sur la rente, vivant d'illusions à partir d'une richesse monétaire fictive ne provenant pas de l'intelligence et du travail. Je pense fermement que la seule façon de se maintenir au temps d'une économie qui change continuellement, et donc d'une action positive de l'intellectuel et du journaliste, c'est d'avoir une relation avec l'environnement national et international, Le rôle de l'intellectuel et du journaliste n'est pas de produire des louanges par

la soumission contre-productive pour le pouvoir lui-même en contrepartie d'une distribution de la rente, mais d'émettre des idées constructives, selon sa propre vision du monde, par un discours de vérité. D'une manière générale, le rôle du journaliste et de l'intellectuel est de favoriser la tolérance et le dialogue des civilisations d'où l'importance de la société civile qui en ce XXI^e siècle, à côté des Etats et des organisations internationales sera déterminant. Depuis de longues années, je suis convaincu, avec de nombreux intellectuels de différentes sensibilités et nationalités, (mes conférences aux USA en 1993 et devant le Parlement européen en 2011) que la symbiose des apports du monde musulman et de l'Occident par le dialogue des cultures - Islam, Judaïsme et Christianisme étant des religions de tolérance, pour ne citer que ces grandes religions monothéistes - devant respecter toute croyance de chacun, permettront d'éviter ces chocs de civilisations préjudiciables à l'avenir de l'humanité. Le devenir solidaire conditionne largement la réussite de cette grande entreprise qui interpelle notre conscience commune. Le repli sur soi serait préjudiciable à notre prospérité commune et engendrerait d'inéluctables tensions sociales. L'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémismes ont prévalu dans un environnement fait de suspicion et d'exclusion. Connaître l'Autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître. A ce titre je considère que le rôle de l'intellectuel, du journaliste ou de toute personne qui a un pouvoir de décision à quelque niveau qu'il soit, est d'éviter tant la sinistrose, le dénigrement gratuit que l'autosatisfaction source de névrose collective mais d'émettre des idées dans le cadre d'un débat contradictoire et des actions positives collant tant aux nouvelles mutations mondiales qu'avec la réalité interne de la société. A l'ère d'Internet le monde est devenu une maison en verre, l'Algérie a besoin surtout d'un regard lucide et non de courtisans liés à la rente, nuisibles au devenir du pays. Il s'agit de dire la vérité, rien que la vérité, l'objectif ultime étant la défense des intérêts de supérieurs de l'Algérie nationale

Dr Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités, expert international

INFO EXPRESS

Tamanrasset Des opérateurs touristiques russes en visite dans l'Ahaggar

Une délégation d'opérateurs touristiques russes a effectué une visite de prospection dans la wilaya de Tamanrasset, pour s'enquérir des potentialités touristiques et naturelles de la région. Composé des opérateurs représentant des agences de tourisme et de voyage mais aussi des représentants de médias russes, cet Eductour de cinq jours a permis aux participants de s'enquérir de près des atouts touristiques que recèle cette région du grand Sud, riche en sites touristiques et archéologiques, dont le Parc national culturel de l'Ahaggar (PNCA), zone d'attrait touristique par excellence. Le directeur de l'agence de voyage «Aker-Aker», partie organisatrice de ce voyage, Mohamed Zounga a souligné que «cette visite de prospection vise à vulgariser et médiatiser les circuits touristiques dans l'Ahaggar et promouvoir l'activité touristique pour attirer ainsi les touristes, notamment étrangers». Pour sa part, l'opérateur russe, Demetri Artinov, représentant de l'agence touristique «RT-Tour», a indiqué que «les opérateurs russes ont découvert de près la région de l'Ahaggar et qu'ils œuvrent, à travers cette visite, à promouvoir la destination touristique du Sud du pays et introduire le produit touristique algérien dans leurs offres à la faveur de la ligne aérienne directe Moscou-Alger». Le représentant de l'Office national du tourisme (ONAT), Mourad Ahaddad a indiqué lui que cette initiative s'insère au titre des efforts de l'Etat portant promotion de la destination touristique du Sud du pays, destination très sollicitée par les opérateurs étrangers. De son côté, Mohamed Laid, encadreur de cette activité et concerné par la valorisation et la préservation du patrimoine, a souligné que ce circuit s'inscrit au titre de la stratégie de l'Etat portant diversification de l'économie nationale mettant à profit les potentialités que renferme l'Algérie, notamment les atouts touristiques et naturelles du Sud capables d'assurer une véritable relance du tourisme saharien. ■

Perturbations climatiques à Mostaganem

L'inquiétude des agriculteurs

Les agriculteurs, et principalement les céréaliers qui ont nourri l'espoir de pluies bienfaitrices pour tous, ont commencé à déchanter, laissant place à l'inquiétude au fil des jours. Nous avons été habitués à vivre un début février généralement pluvieux et neigeux même. Or, pour l'heure, le ciel continue à être limpide, sans nuages et sans précipitations sur tout le territoire de la wilaya.



Si l'on se fie aux températures enregistrées ces dernières semaines, de faibles averses et des journées plutôt printanières au niveau de la wilaya de Mostaganem ont été enregistrées. En effet, depuis quelque semaine, la pluie se fait désirer. C'est un phénomène cyclique qui revient tous les 10 à 15 ans avec un stress hydrique. D'autres expliquent cette situation par le changement et le réchauffement cli-

matique. Les agriculteurs craignent une sécheresse qui pourrait compromettre leurs récoltes. Une situation qui aura comme conséquence le dérèglement de l'approvisionnement du marché. La pluviométrie a chuté de 30% au cours des dernières décennies. Les services de la météorologie avaient prédit, rappelons-le, une saison hivernale aux températures au-dessus de la normale sur le lit-

toral et les Hauts-plateaux. Idem pour la pluviométrie, appelée, elle aussi, à subir les caprices de la nature avec des quantités de précipitations moindres et généralement en deçà des valeurs de référence pour un hiver, censé plutôt être plus humide. Ces derniers trois mois ont enregistré un taux de cumul de pluie assez faible pour faire craindre le pire, tant pour les récoltes que pour la satisfaction des

besoins domestiques en eau potable pour une population, de plus en plus croissante. Les précipitations se font rares. Pour le moment, on nous affirme qu'il n'y a pas de menace sur les barrages. Pour l'heure, on attend. La terre, les plantes et les animaux espèrent et on prie pour la venue de pluies abondantes.

N. Malik

Sidi Bel Abbès

486 cas de vols d'électricité et neuf dossiers devant la justice en une année

→ La Direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Sidi Bel-Abbès a recensé, durant l'année 2022, 486 cas de vols de l'énergie électrique et neuf (9) dossiers déposés devant la justice à travers toute la wilaya, rapporte un communiqué de la cellule. Les voleurs agissent soit par la manipulation de la consommation réelle de l'énergie consommée, soit par un vol direct du réseau sans passer par le compteur (sans factu-

ration). Ces agissements ont des répercussions négatives sur la santé financière de l'entreprise, aussi des conséquences techniques sur le réseau d'alimentation, ce qui perturbe la tension et affecte les installations et le matériel alimenté par cette énergie, perturbe la maîtrise de la consommation réelle de l'énergie électrique, affecte la bonne gestion et peut constituer un danger autant pour les biens que les personnes, explique la source.

Ces agressions contre l'alimentation en énergie électrique connaissent une croissance phénoménale. Les agents de la direction sont souvent menacés après inter-

vention, a-t-on souligné. Les services de la direction de distribution devront à chaque fois payer lourdement pour réparer les préjudices causés, après avoir tenté des

accords à l'amiable qui ont permis quand même de récupérer 13 gigawatts au cours de cette année, conclut le communiqué.

Djillali Toumi

Brèves

Tizi-Ouzou Commercialisation de psychotropes
Un individu en possession de 945 capsules de produits psychotropes et d'une arme à

feu de 6° catégorie a été appréhendé à Tizi-Ouzou au courant de cette semaine, rapporte-t-on dans un communiqué de la Sûreté de wilaya. Présenté devant le parquet de Tizi-Ouzou, le mis en cause a été

placé en détention préventive pour «détention de produits psychotropes destinés à la commercialisation et d'une arme à feu sans autorisation», a-t-on précisé de même source. ■

Afrique de l'Ouest

La Côte d'Ivoire consolide son statut de pays le plus riche

Après avoir réussi l'exploit de dépasser le Ghana et le Nigeria, aux richesses naturelles considérablement supérieures, la Côte d'Ivoire creuse l'écart et confirme son statut de pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest continentale, en termes de PIB par habitant.



La performance de la Côte d'Ivoire est le résultat de nombreuses réformes et d'une politique active de diversification, qui lui ont également permis de dépasser l'Angola, géant du pétrole et des diamants, ou encore le Kenya, pays le plus prospère d'Afrique de l'Est continentale (hors Djibouti). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire devance désormais assez largement des pays comme l'Angola (2.138 dollars) ou le Kenya (2.007 dollars).

Une grande performance due à un dynamisme record

Cette évolution constitue une grande performance pour la Côte d'Ivoire, dont les richesses naturelles non renouvelables sont très modestes en comparaison avec celles du Ghana et du Nigeria. En effet, le Ghana est le premier producteur africain d'or et le cinquième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, avec une production respectivement trois fois et six fois supérieure à celle de la Côte d'Ivoire (qui extrait environ 40 tonnes d'or et 30 mille barils de pétrole par jour). De son côté, le Nigeria était encore le premier producteur de pétrole du continent en 2021, avec un niveau de production environ 50 fois supérieur à celui de la Côte d'Ivoire, qui a également été très largement dépassée en la matière par l'Angola, deuxième producteur africain avec une production environ 40 fois supérieure (et qui est aussi le deuxième producteur de diamants, après le Botswana, et le quatrième au niveau mondial). Observant

une baisse progressive de sa production pétrolière, et faute d'une diversification de son économie et de ses exportations, qui reposent encore à environ 90% sur les hydrocarbures, le Nigeria devrait également être assez bientôt dépassé par le Sénégal, deuxième pays francophone le plus riche d'Afrique de l'Ouest, avec un PIB par habitant en hausse constante et s'établissant à 1.606 dollars début 2022. L'importante progression de la Côte d'Ivoire résulte de la très forte croissance que connaît le pays depuis plusieurs années. Sur la période de dix années allant de 2012 à 2021, période suffisamment longue pour pouvoir établir des comparaisons internationales, la Côte d'Ivoire a réalisé la plus forte croissance au monde dans la catégorie des pays ayant un PIB par habitant supérieur ou égal à 1.000 dollars, avec une croissance annuelle de 7,1% en moyenne. Plus impressionnant encore, elle se classe deuxième toutes catégories confondues, pays très pauvres inclus, faisant ainsi mieux que 30 des 31 pays au monde qui avaient un PIB par habitant inférieur à 1.000 dollars début 2012. La Côte d'Ivoire n'est alors dépassée que par l'Éthiopie, qui a connu une croissance annuelle de 8,6% en moyenne. Une performance qui résulte essentiellement du très faible niveau de développement de ce pays d'Afrique de l'Est, qui était le deuxième pays le plus pauvre au monde début 2012, et qui en demeure un des plus pauvres avec un PIB par habitant de seulement 944 dollars début 2022 (soit un an après

le déclenchement d'une guerre civile, ayant fait jusqu'à présent quelques dizaines de milliers de victimes). De leur côté, et sur cette même période de dix années, le Nigeria a enregistré une croissance de seulement 2,5% en moyenne annuelle, tandis que le Ghana a affiché une progression annuelle de 5,1%. De même, il est à noter que la croissance ivoirienne a également été largement supérieure à celle de pays comme l'Angola (0,9%), le Kenya (4,4%) ou encore l'Afrique du Sud, géant minier du continent (premier producteur africain de charbon, de fer, de manganèse ou encore de nickel, deuxième producteur d'or...), et dont la hausse annuelle moyenne du PIB s'est établie à seulement 0,9% sur la période. Par ailleurs, il est à signaler que la Côte d'Ivoire est récemment devenue le premier pays africain de l'histoire (et le seul encore aujourd'hui) disposant d'une production globalement assez modeste en matières premières non renouvelables, à dépasser en richesse un pays d'Amérique hispanique, à savoir le Nicaragua dont le PIB par habitant atteignait 2 091 dollars début 2022 (hors très petits pays africains de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires). La Côte d'Ivoire devrait d'ailleurs prochainement devancer le Honduras, dont le PIB par habitant se situait à 2 831 dollars.

Dans un autre registre, il est à noter que les performances économiques de la Côte d'Ivoire se sont accompagnées d'une maîtrise de l'endettement, avec

un niveau de dette publique s'établissant à seulement 52,1% du PIB début 2022, selon le FMI, contre non moins de 82,1% pour le Ghana voisin. S'il demeure supérieur à celui du Nigeria (36,6%), le niveau d'endettement de la Côte d'Ivoire reste largement inférieur à celui de pays comme l'Angola (86,4%), le Kenya (67,8%) ou encore l'Afrique du Sud (69,0%). Enfin, la forte croissance de l'économie ivoirienne s'est également accompagnée d'un bon contrôle de l'inflation, qui s'est située à seulement 1,3% en moyenne annuelle sur la décennie 2012-2021, contre non moins de 12,0% et 12,3% pour le Ghana et le Nigeria, respectivement, ou encore 17,8% pour l'Angola. Les difficultés économiques de ces trois derniers pays, dont les populations les plus fragiles ont été grandement pénalisées par la forte hausse du prix des produits de base, se sont notamment traduites par une importante dépréciation de la monnaie nationale, avec une perte de valeur s'établissant, respectivement, à 80%, 63% et 77% face au dollar depuis le début de l'année 2014 (soit une dépréciation de plus de 99% pour la monnaie nigériane depuis sa création). Une situation qui a notamment pour conséquence une forte dollarisation de l'économie de ces deux pays, c'est-à-dire une large utilisation du dollar pour les transactions économiques au détriment de la monnaie nationale, considérée comme risquée.

Une politique active de réformes et de diversification

Les résultats de la Côte d'Ivoire s'expliquent par les profondes réformes administratives, juridiques et fiscales réalisées afin d'améliorer le climat des affaires et d'attirer les investisseurs, ainsi que par une politique active de diversification des sources de revenus. Grâce aux réformes accomplies, la Côte d'Ivoire a réussi à instaurer un cadre propice à l'entrepreneuriat local et aux investissements étrangers. Le pays avait ainsi fait un bond considérable dans le classement international relatif au climat des affaires, qui était publié chaque année par la Banque mondiale, en passant de la 167^e place en 2012 à la 110^e place en 2020 (année du dernier rapport, avant suspension). Même si elle demeurerait, à ce moment-là, encore moins bien classée que des pays comme le Maroc (53^e) ou l'Afrique du Sud (84^e), la Côte d'Ivoire faisait toutefois déjà largement mieux que le Nigeria (131^e), l'Angola (177^e) ou encore l'Éthiopie (classée 159^e, avant le début de la guerre civile). Au passage, il convient de rappeler que la maîtrise de l'inflation, élément ayant une incidence certaine sur l'environnement des affaires, n'était hélas pas prise en compte dans l'élaboration du classement annuel de la Banque mondiale, ce qui pénalisait la Côte d'Ivoire où l'inflation est bien plus faible que dans les pays précédemment cités (et qui méritait donc d'être encore mieux classée).

Ilyes Zouari
A suivre ...

Selon les données récemment publiées par la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire affichait un PIB par habitant de 2.579 dollars début 2022, devançant ainsi le Ghana et le Nigeria dont la richesse par habitant s'établissait à 2.445 dollars et 2.085 dollars, respectivement. En creusant l'écart par rapport à l'année précédente, au terme de laquelle son PIB par habitant était de 2.326 dollars (contre 2.254 dollars et 2.097 dollars, respectivement), la Côte d'Ivoire consolide ainsi sa position de pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest (hors Cap-Vert, très petit pays insulaire de seulement 0,5 million d'habitants, et ne pouvant donc être pris en compte pour l'établissement de comparaisons pertinentes en matière de richesse et de développement économique et social).

CÉLÉBRATION DU 60^e
ANNIVERSAIRE DE
L'INDÉPENDANCE

LE TNA DÉVOILE SON
PROGRAMME

Le théâtre national Mahed-dine-Bachtarzi (TNA) a dévoilé, dimanche, son programme des célébrations du 60e anniversaire du recouvrement de la Souveraineté nationale, avec une variété de spectacles, oscillant entre théâtre de rue et en salle, opérette, exposition de photographies, conférence, concerts de musiques et danses chorégraphiques. Du 24 octobre au 2 novembre, le TNA, célébrera également le 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, et vivra ainsi, au rythme d'une double célébration, avec plusieurs événements culturels dans le domaine des Arts de la scène, qui débiteront au niveau du hall d'entrée déjà avec, «La troupe artistique du FLN : parcours militant et carrières de héros», une exposition de photographies s'étalant tout au long de cette semaine de célébrations, qui revient sur les grandes stations historiques de l'action théâtrale au service du Mouvement de libération national. A la salle Mustapha Kateb, le public algérois accueillera les pièces de théâtre, «Androuina» du TR de Oum El-Bouaghi, «Le bananier» du TR de Skikda, «Galgamech» de la Coopérative culturelle «Légendes», en collaboration avec le TNA, «El Azeb» (le célibataire) du TR d'Oran, «Les héros de la dignité» (Abtalou El Karama) du TR de Constantine et l'Opérette révolutionnaire «Repères» de la Coopérative culturelle «Idées et Arts» d'El Eulma. D'autre part et dans le même espace, des concerts de musique andalouse avec la troupe El Fekhardjia, «Djous-sour» (passerelles) de l'association culturelle «Ahl El Fen», «Pour l'Amour» avec la chanteuse, Manel Gherbi et le spectacle chorégraphique «Ima'ates» (gestes), de l'association culturelle «Pro-files», sont également au programme de cette semaine de célébrations. D'autres spectacles dans le registre du Théâtre de la rue, programmés sur la place publique, Mohamed-Touri jouxtant le TNA, permettront au public algérois d'apprécier notamment, «L'Otello des poussières» du T.R Oran, «La caravane» de la Coopérative «Masrah Eddik» de Sidi Bel-Abbès, «Errih Fech'chbek» de la Coopérative culturelle et artistique «Tassili» de Constantine, ainsi que la Fanfare de la Direction générale de la Protection civile qui exécutera des pièces du répertoire des musiques patriotiques.

R.C.

Littérature

Kateb Yacine, d'hier à aujourd'hui

Le destin a voulu qu'il disparaisse à la fin du mois d'octobre pour être enterré le 1^{er} novembre 1989, lui qui, durant sa vie, a été un révolutionnaire convaincu, un démocrate impénitent et un écrivain hors du commun.

Sa particularité principale est celle d'avoir été original ; il l'a été par son écriture ses débats d'idées. Il était toujours en avance sur son temps et il anticipait avant de prendre la parole ; c'est pourquoi, ses œuvres aujourd'hui ont plus de valeur. Elles restent toujours hermétiques et malgré les efforts que l'on peut faire pour les décrypter, il y a toujours des zones d'ombre.

Un auteur à l'image de son théâtre

On ne sait si Kateb accepterait de devenir ce qu'il est devenu si sa scolarité n'avait été perturbée par le 8 mai 1945. C'est à cette date que tout a commencé pour lui. Il avait pris une part active aux événements qui lui ont valu de se faire exclure du lycée, d'être emprisonné et de rendre malade sa mère qui avait mal pris. Le 8 mai 1945, il était arrivé en classe de troisième d'antan. Après c'était l'errance. A 16 ans, il a fait une conférence sur l'Emir Abdelkader à Paris et ensuite il est devenu autodidacte parcourant le monde. Il avait pris soin de lire les œuvres maîtresses de la littérature mondiale connue : les œuvres de Kafka, le théâtre grec, les romans américains. Dès les années cinquante, sa vocation était claire : être dramaturge pur et dur. Il l'a été et mieux que quiconque. Ses œuvres théâtrales sont de vraies chefs d'œuvre. Nedjma qu'il avait publié pour la première est un roman, mais c'est aussi une pièce théâtrale qui peut se jouer admirablement comme telle. Nedjma au titre évocateur est aussi un



long poème par le rythme des phrases, les images qu'il véhicule sont fortement connotatives, et le style libre mais plein de qualités. En 1958, il a fait jouer sa trilogie en Belgique ; en Algérie, c'était la guerre. Son metteur en scène : Jean-Marie Serreau l'a beaucoup aidé pour ce qu'il était : un dramaturge hors pair, un esprit contestataire qui ne se laisse pas dépasser par son temps. Kateb était en avance sur son temps. Le cercle des repréailles, titre de cette trilogie, comporte une pièce majeure et d'actualité, Le cadavre encerclé où il a fait jouer les évènements de 1954 tels qu'ils se sont produits avec les morts, les prisonniers, les fouettés, la répression la plus sauvage de l'administration coloniale. Et que de non-dits, de métaphores, d'images indécryptables, de moments difficiles, d'étapes décisives pour les spectateurs qui assistent avec beaucoup d'intérêts à la pièce dans son déroulement qui

incite à la concentration parce qu'il y a de la violence, des réparties dures à supporter, des changements inattendus, des réactions imprévisibles. Mais c'est un régal tant il vous apprend beaucoup sur les personnages très représentatifs de l'histoire. C'est «une tragédie». Son théâtre ressemble à celui de Bertolt Brecht, au théâtre grec qui jouent des situations dramatiques qui se sont imposées à eux par prédilection. Chez Kateb, tous les personnages se rassemblent sur scène pour parler en chœur ou chanter. Ils expliquent au public les grandes lignes de la pièce. Et à la fin, ils se regroupent sur scène pour dire ce qui a pu échapper au public. Kateb a beaucoup aimé les êtres mythiques. C'est pourquoi, il s'est intéressé à Djeha au point de lui consacrer une comédie qui a consisté à placer bout à bout un ensemble de ses espiègleries pour constituer le texte de la pièce

théâtrale. Il avait beaucoup d'admiration pour Djeha et a donné un titre significatif à la pièce La poudre d'intelligence. Quelle métaphore !

Un attachement aux valeurs anciennes

L'essentiel se trouve dans la pièce dramatique Les ancêtres redoublent de férocité. On y retrouve des croyances, celles qui hantent chacun, toujours, en considérant que les disparus sont omniprésents parmi nous, qu'ils planent au-dessus de nos têtes pour veiller sur les conflits internes, la route qu'ils ont tracée. Dans la pièce, un vautour vole avec ses ailes de géant au-dessus de tout le monde. Le vautour est un personnage animal mythique qu'il a peut-être été emprunté à quelque peuple d'Afrique, comme le Mali. Kateb a été aussi un défenseur acharné des causes justes comme la cause palestinienne par la pièce La guerre de deux milles ans, par référence aux guerres de religion, celles des croisades d'Europe de l'Ouest, dirigées contre la Palestine qu'ils ont sans cesse revendiquée, comme terre des prophètes, celle de leur prophète. Il a été de tous les combats, particulièrement le Viet Nam où il s'est rendu pour rencontrer Ho Chi Minh. Il est par ailleurs, l'auteur d'une célèbre préface, celle qu'il consacre au livre Histoire de ma vie de Fathma N'Soumeur qui a apporté la preuve qu'elle a été une victime innocente de la société traditionnelle qui n'a pas condamné le vrai coupable. Kateb Yacine a une forte personnalité qui n'a jamais été compris. Il ne se laisse pas tromper et il a toujours son mot à dire, n'hésitant pas à traiter comme il le mérite quiconque agit à contre-courant de quelque chose. Une est allée s'asseoir pour pleurer à l'ombre d'un chêne, après avoir longtemps écouté une chorale qui a chanté des textes touchants. Il était d'une grande sensibilité.

Abd Boumediene

Histoire

Séminaire national sur le parcours du chahid Si El Haouès

Le colonel Si El Haouès, de par sa forte personnalité et son génie politique et militaire, a pu «unir les forces nationales actives» dans la lutte contre l'occupant français, ont souligné les intervenants au cours du séminaire national sur le parcours du chahid (1923-1959) tenu dimanche à l'amphithéâtre du pôle universitaire de Chetma (8 km à l'Est de Biskra). «Plus connu sous le nom de Si El Haouès, le colonel Ahmed Ben Abderazak Hamouda, l'un des plus grands chefs de la Révolution, a mené un rude combat en tant de chef de Mintaqa (zone) dans la Wilaya I historique, puis comme chef de la Wilaya VI historique jusqu'à sa mort le 29 mars 1959», a souligné l'universitaire de Biskra Dr. Lekhmissi Ferih. «Sa perspicacité politique et militaire lui avait permis de diluer les divergences entre les militants et de les amener à concentrer leurs forces dans la lutte contre les forces colo-

niales», a-t-il ajouté. Ce révolutionnaire accompli, a relevé l'universitaire de Biskra, «a réussi, en dépit de son instruction limitée, à rassembler citoyens simples, intellectuels, chouyoukh de zaouïa et cadres politiques, entretenait des relations étroites avec les chefs de la Révolution et oeuvrait, lors de ses déplacements en Tunisie, à unifier les positions autour du soutien à la Révolution libératrice». Pour le moudjahid Ali Tablit, «l'Algérie a toujours été le sujet central de toute discussion avec Si El Haouès qui répétait souvent à l'adresse de ses interlocuteurs «l'Algérie a besoin de vous», convaincu qu'il était que chacun avait le devoir de contribuer à la libération du pays du joug colonial et à son édification». L'enseignant d'histoire moderne et contemporaine à l'université Achour-Ziane de Djelfa, Dr. Bendjelloul Hazerchi, a relevé, quant à lui,

que le colonel Si El Haouès «a dirigé avec talent et dextérité plusieurs batailles qui lui valurent le respect des moudjahidine des Aurès et du Sahara pour qui il était un modèle de la discipline et de la flexibilité». Dr. Bendjelloul a également mis l'accent sur «l'action constante de ce grand chef dans son combat contre toute sorte de discrimination tribale ou raciale en faisant triompher les valeurs de l'unité et du sacrifice». Organisée par la faculté des Sciences humaines et sociales de l'université de Biskra et le musée régional colonel Mohamed Chaabani, cette rencontre a été marquée par la présence de membres de famille du colonel Si El Haouès, dont son fils Dr. Chaabane Hamouda et ses deux filles Amina et Louisa, ainsi que de nombreux moudjahidine des Wilayas I et VI historiques.

R.C.

En disgrâce à Manchester United Cristiano Ronaldo nage dans l'incertitude

Remplaçant à Manchester United, club qu'il a cherché à quitter durant l'été, Cristiano Ronaldo a été exclu du groupe qui a affronté Chelsea à cause d'un écart de conduite. Jamais le Portugais n'avait traversé un moment aussi compliqué dans sa carrière. Avant la Coupe du monde 2022, il est dans le creux de la vague.

Il est le meilleur buteur de l'histoire du football d'après la Fifa, il a remporté cinq fois la Ligue des champions, il détient le record du nombre de buts internationaux – 117 avec le Portugal – ainsi que le record du nombre de buts en Ligue des champions – 140 – et avec le Real Madrid – 450 buts –. Son palmarès est un interminable, sa notoriété est immense et sa carrière incroyable fait de lui l'un des meilleurs footballeurs de tous les temps. Et pourtant, tout puissant soit-il, Cristiano Ronaldo est dans le dur depuis un moment. À la fin de l'été 2021, après un passage mi-figue mi-raisin de trois saisons à la Juventus, le Portugais revenait dans le club où il s'est hissé au sommet, entre 2003 et 2009 : Manchester United. Douze ans après son départ, il redevenait un Red Devil et se fixait pour objectif de redorer le blason mancunien.

Un peu plus d'un an plus tard, le constat est implacable : Cristiano Ronaldo, malgré des statistiques honorables la saison passée (39 matches, 24 buts, 3 passes décisives), a raté son come back. Manchester United boîte toujours. Et aujourd'hui, lui-même est carrément mis au ban de l'institution mancunienne.

Erik ten Hag a fait de lui un simple remplaçant
L'exercice 2021-2022 a été pénible pour MU, avec zéro titre et une piteuse 6^e place en Premier League, synonyme de non-qualification pour la Ligue des champions. Un vrai problème pour «CR7», très attaché à cette compétition et qui n'avait plus manqué une édition depuis celle de 2002-2003, alors qu'il débutait sa carrière au Sporting Portugal. À 37 ans, Cristiano Ronaldo ne voulait pas vivre une saison sans C1. Alors, durant le mercato estival, il a cherché une porte de sortie vers un club qualifié pour l'édition 2022-2023. Avec plus ou moins de sérieux, des pistes ont émergé : Bayern Munich, Naples, PSG, Real Madrid, Sporting Portugal, Borussia Dortmund... Aucune n'a abouti. Un peu contraint, l'attaquant s'est résigné à poursuivre avec Manchester United. Mais au club, il y a eu du changement.

Ole Gunnar Solskjaer, puis les intérimaires Michael Carrick et Ralf Rangnick, ont laissé place à Erik ten Hag au poste d'entraîneur. Et le Néerlandais ne semble pas porter à Cristiano Ronaldo l'estime de tous les précédents coaches du Portugais. Même s'il assure compter sur lui, dans ses plans, le quintuple Ballon d'Or n'est pas titulaire. Depuis le début de la saison, l'international n'a disputé que 12 matches, dont deux en tant que titulaire. Son temps de jeu moyen est inférieur à 60 minutes par match. En Premier League, il n'a joué que quatre minutes contre Liverpool (victoire 2-1), 32 minutes contre Arsenal (victoire 3-1) et n'est même pas apparu sur le terrain lors de la déculottée subie contre Manchester City (défaite 6-3). Et même lorsqu'il joue, Cristiano Ronaldo ne brille pas : une seule passe décisive en huit rencontres de championnat, et un but et une passe décisive en quatre rencontres de Ligue Europa. Des chiffres indignes d'un joueur habitué à jouer tous les matches depuis près de 20 ans et à affoler les statistiques.

Que décidera-t-il après sa cinquième Coupe du monde ?
Mercredi 19 octobre, lors du match remporté contre Tottenham en Pre-

mier League (2-0), Cristiano Ronaldo a commis deux écarts de conduite. Remplaçant, il a refusé d'entrer en jeu quand Erik ten Hag le lui a demandé. Puis, le n°7 a quitté le stade d'Old Trafford avant le coup de sifflet final. Fin juillet, Ronaldo avait déjà plié bagages avant la fin d'un match amical contre le Rayo Vallecano. Ten Hag avait très peu apprécié. Cette fois, le manager a annoncé qu'il y aurait des «conséquences». Dont acte : vendredi 20 octobre, Cristiano Ronaldo a été exclu du groupe de Manchester United qui a affronté Chelsea samedi (1-1). Depuis, le Portugais a fait amende honorable sur les réseaux sociaux et assuré qu'il était toujours à 100% avec les Red Devils, prêt à apporter sa contribution au projet. Mais les derniers événements et les choix tactiques de Ten Hag, qui préfère aligner Marcus Rashford, Jadon Sancho et la recrue brésilienne Antony en attaque, dessinent les contours d'un divorce imminent entre MU et «CR7». S'il ne revient pas dans les bonnes grâces de tout le monde à Manchester, le mercato d'hiver sera peut-être le salut de Cristiano Ronaldo. Avant ça, le capitaine de la Seleçao portugaise doit disputer sa cinquième Coupe du monde au Qatar.

Football Installation des membres de la commission fédérale d'arbitrage

→ Le président de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizet, a présidé dimanche la cérémonie d'installation des membres de la Commission fédérale d'arbitrage en présence de Djamel Haimoudi, vice-président de la CFA, Rachid Medjiba, directeur technique national de l'arbitrage et LIM Kee Chong, directeur du développement de l'arbitrage. Dans son allocution, le président de la FAF a rappelé les engagements de l'équipe fédérale présentés déjà lors de l'installation de la CFA le mois d'août dernier, notamment le principe d'étoffer cette structure importante en cadres compétents afin d'assurer un réel accompagnement du développement de ce corps arbitral et une harmonie dans la mise en œuvre des programmes arrêtés dans ce cadre. Le président de la FAF a rappelé également sa disponibilité à mettre en place les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs assignés à tra-

vers une stratégie axée sur des projets structurants, l'émergence de nouveaux arbitres talentueux, préserver l'intégrité du jeu et le recours à la technologie où notre arbitrage a des rattrapages à faire dans le cadre d'un programme mis en place d'ici 2026. Pour sa part, Lim a indiqué qu'il peut être considéré désormais comme un cadre «algérien» qui va s'investir pleinement dans ce challenge et cette mission qui lui a été confiée pour faire en sorte qu'il y ait d'autres Mustapha Ghorbal, avec en ligne de mire le Mondial-2026 pour assurer une présence de qualité de l'arbitrage algérien. Quant à Medjiba, il a mis en avant le choix judicieux des membres de la CFA basé sur la moralité et la compétence, sans oublier la motivation et l'ouverture sur les nouvelles technologies dans les domaines de la formation, de la pédagogie, de la communication, de l'information et de l'arbitrage.

CHAN-2022 (préparation) Algérie A' - Syrie le 13 novembre aux EAU

→ L'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, affrontera la sélection syrienne A le dimanche 13 novembre aux Emirats arabes unis, en match amical préparatoire en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023, NDLR) en Algérie (13 janvier-4 février), a annoncé la Fédération syrienne (SFA) dimanche soir dans un communiqué. Outre l'Algérie, la Syrie défiera quatre jours plus tard en amical son homologue de Biélorussie toujours aux Emirats, selon la même source. Avant leur stage prévu aux Emirats, les joueurs du sélectionneur national Madjid Bougherra seront en regroupement dans la ville tunisienne de Tabarka, avec au menu deux tests amicaux. Les coéquipiers de Chouaïb

Keddad (CR Belouizdad) affronteront le Mali le samedi 29 octobre (19h30), avant de croiser le fer avec le Niger le mercredi 2 novembre (19h30). Ce stage à Tabarka est le premier pour la sélection A' après le tirage au sort du championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier - 4 février), effectué le samedi 1^{er} octobre à l'Opéra d'Alger. Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domiciliée au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Éthiopie et du Mozambique. Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifient pour les quarts de finale. ■

Commission fédérale des arbitres :
Haidmoudi Djamel, (Vice-président de la CFA), Medjiba Rachid, (Directeur technique national de l'arbitrage), Halalchi Merzak, (Ex-arbitre fédéral), Benouza Mohamed, (Ex-arbitre international FIFA), Hadada Mohamed (Ex-arbitre fédéral), Abed Abdelhak, (Ex-arbitre fédéral), Touil Mounir (Ex-arbitre fédéral), Khelifi Abdeslem, (Ex-arbitre international FIFA), Belkadi Khadidja, (Ex-arbitre internationale FIFA), Feddaoui Saïd, (Chargé de l'audio-visuel, ex-arbitre fédéral). Kria Samir (Chargé de l'audio-visuel, ex-Ligue de Béjaïa), Ould Hamou Mustapha, (Chargé de la préparation physique).

Direction du développement et de la formation :
Lim Kim Chong (Directeur du développement de l'arbitrage), Benaïssa Mohamed Lamine (Ex-arbitre international FIFA, M'sila), Bousseteur Sofiane (Ex-arbitre international FIFA, Blida),

Zekrini Mohamed (Ex-arbitre international FIFA, Alger), Kerai Mazari (Ex-arbitre international FIFA, Relizane), Ferradi Mustapha (Ex-arbitre fédéral, Sétif), Charchar Mohamed (Ex-arbitre fédéral, Oran), Moula Tlidja (Ex-arbitre international FIFA, Alger), Mehidi Redouane (Ex-arbitre fédéral, Sidi Bel-Abbès). Bounoua Nabil (Ex-arbitre international FIFA, Alger), Gheziel Nedjem (Ex-arbitre fédéral, Béchar).

Préparateurs chargés de la performance physique et des tests physiques des arbitres :
Ouldhamou Mustapha (Responsable des préparateurs physiques), Benhamouda Azouz (préparateur physique), Fellah Kada (préparateur physique), Guerrouches Fethi (préparateur physique), Djabali Badreddine (préparateur physique), Razi Karim (Préparateur physique), Belkadi Khadidja (préparateur physique). ■

CAF Une commission à Alger pour l'homologation du stade 5-Juillet

→ Une commission de la Confédération africaine de football (CAF) effectuera le 30 octobre prochain une visite d'inspection du stade 5-Juillet en prévision de son homologation pour le Championnat d'Afrique des nations des locaux (CHAN-2022), a indiqué lundi à Alger, le directeur du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, Mohamed Bekhti. «La commission d'homologation des stades de la CAF, qui avait émis des réserves sur le 5-Juillet, effectuera une nouvelle visite le 30 octobre, après la fin des travaux en cours», a déclaré Bekhti en marge de la signature de la convention consistant à mettre l'unité d'athlétisme «SATO» à la disposition des athlètes de la Fédéra-

tion algérienne d'athlétisme (FAA). «Le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Moudjahidine Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné des instructions pour la fin des travaux le 30 octobre au plus tard», a-t-il ajouté. Concernant la réouverture du stade 5 juillet, Bekhti a indiqué qu'«aucune date n'a encore été fixée, précisant que la décision de la réouverture de l'enceinte revient aux pouvoirs publics». «La pelouse est dans un excellent état, il ne reste plus que la pose des sièges», a-t-il conclu. Pour rappel, le stade 5-Juillet est fermé depuis juillet 2022, pour son réaménagement en prévision du CHAN-2022, prévu du 14 janvier au 3 février. ■

EN DEUX MOTS

Tournoi de l'UNAF U20 : L'Algérie et la Tunisie se neutralisent

L'équipe nationale de football des 20 ans (U20), a fait match nul lundi face à son homologue tunisienne 4-4 (mi-temps : 1-3), en match disputé au stade de Suez, comptant pour la 3^e et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023. Il s'agit du deuxième match nul pour les «Verts» dans ce tournoi, après celui face à la Libye (1-1) lors de la journée inaugurale. Les Algériens comptent une défaite concédée vendredi face au Maroc (2-0). Dans l'autre match de cette ultime journée disputé à la même heure, le Maroc a été surpris par la Libye (0-1), un résultat qui permet aux Tunisiens de terminer leaders et ainsi valider leur ticket pour la CAN-2023. Au classement final, l'Algérie ferme la marche avec deux points, derrière le Maroc (4 pts), la Libye (4 pts), et la Tunisie (5 pts). Le sélectionneur national Mohamed Lacette devrait quitter son poste au terme de ce tournoi, lui qui a échoué à qualifier les «Verts» pour la prochaine CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Egypte. ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. **Membres fondateurs :** Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur financier : **Ouahid Kouba**. Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL** **Tirage : 2500** exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République* Photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

La FAF se lance dans une opération de défraîchissement

Djahid Zefizef, le président élu de la Fédération algérienne de football se rappelle que ses prédécesseurs ont négligé la mise à feu du dossier relatif au développement du football.

Un réveil, tardif certes, mais pourquoi pas, si toutes les conditions sont réunies pour lui assurer un atterrissage sans encombre plutôt qu'un amerrissage.

Concrétiser au plus vite sa feuille de route

L'expérience nous incline évidemment à dire que son existence n'est pas forcément menacée d'un retard presque impossible. Sans doute existe-t-il une disparité des clubs, avec des modalités spécifiques de gestion des ressources. En dépit des difficultés financières, le président fonce et semble n'écouter personne. Il veut concrétiser le plus rapidement possible cette feuille de route qui prend les couleurs d'un papier rongé par la poussière. Des dirigeants des clubs évoquent avec regrets les retards qu'accusent les championnats des divisions inférieures. Zefizef, dans son discours officiel, a évoqué cette triste réalité qui caractérise l'Etat des lieux de ce Championnat, laissé presque à l'abandon par ses prédécesseurs. Dans son programme électoral, Zefizef avait assuré que le football amateur aura «sa part du gâteau» des ressources que génère l'activité du football. Or, lorsqu'il a pris les clés de la FAF, Djahid Zefizef était effaré par la situation financière de la fédération et de tous ses démembrements.

Accompagnement et facilitations pour les clubs

Tout semble croire qu'il s'agit d'un défi à relever. La façon de le relever est



■ Djahid Zefizef, le président de la FAF. (Photo > D. R.)

dans la finance. Le fera-t-il ? Cette initiative, explique la FAF, rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du président et du bureau fédéral en matière d'accompagnement et de facilitation à apporter au football amateur en général». Mais quels sont les moyens qu'il convient de donner aux gestionnaires des clubs pour qu'ils puissent contribuer et maintenir le cap tel promis par le président de la FAF, lors de son élection. L'action, à ce niveau, porte, sur trois variables-clés : l'administration, comprise au sens le plus large, la formation, et il ne s'agit pas de se limiter ici à des vœux pieux, la communication enfin, entendue dans son acception la plus complète.

Une concertation avec le MJS positive

La FAF, reconnaît que cette mise à feu pour encadrer le football n'aurait jamais été possible sans la «concerta-

tion avec le ministère de la Jeunesse et des Sports qui rentre dans le cadre d'une opération globale qui touche tous les clubs et dont les fonds sont déjà approuvés par les pouvoirs publics, et ce, en attendant le parachèvement du dossier relatif à l'accompagnement du football amateur.»

Aide financière pour se relancer

Et pour mettre au parfum tout le monde, elle annonce, sur son site officiel, qu'elle va «consacrer une aide financière à toutes les ligues amateurs afin de permettre aux clubs d'honorer leurs engagements pour le démarrage et la participation aux différents Championnats de la saison 2022/2023». Ce programme voté lors de l'AG électorale du 7 juillet 2022, comme tient à le souligner, l'instance nationale, va permettre au football de bénéficier d'une grosse part du développement du football amateur et ce grâce à «la mise en

place d'une stratégie concertée et participative, voire inclusive des forces vives se trouvant au niveau de ces territoires et la mise en œuvre de programmes structurants permettant l'émergence de talents et l'organisation de compétitions de performance».

Corriger les anomalies des saisons antérieures

Au cours du BF tenu le 8 septembre, le président de la Commission du football amateur n'a pas manqué d'alerter la FAF sur l'état de santé des différents Championnats des divisions inférieures. Il a surtout fait état «des anomalies qui ont prévalu durant les saisons antérieures par rapport à la mise en conformité et à l'application des dispositions réglementaires régissant la compétition, notamment l'article 1 du règlement du Championnat amateur», lit-on dans le PV de réunion du 8 septembre 2022, rapporte un confrère de la presse privée.

Le sponsoring, la clé

Enfin, une question s'impose «pourquoi il en est ainsi ?». Et puis maintenant, comme le soulignait récemment un technicien européen, «le football sans argent ne peut aller loin alors dites-nous comment nous brancherons-nous avec le monde du sponsoring, avec cette identité à ne pas perdre, cette générosité à conserver, cette indépendance féroce à laquelle nous sommes profondément attachés, tout en sachant qu'un volume d'argent supplémentaire nous permettrait de mieux travailler, et qu'il peut influencer notre niveau de pratique, notre niveau de performance».

H. Hichem

- BeIN Sports 1 : FC Barcelone - Bayern Munich à 19h
- BeIN Sports 3 : Ajax Amsterdam - Liverpool à 19h
- Canal + : Eintracht Francfort - Marseille à 19h

La Der

Stade de France : La police française accusée d'«agression criminelle» dans un rapport anglais

La façon dont la police française a traité les supporters lors de la dernière finale de la Ligue des champions à Saint-Denis, émaillée d'incidents avant et après le match, relève d'une «agression criminelle», selon un rapport indépendant anglais publié lundi 17 octobre. Le rapport a été rédigé par le professeur de Droit de la Queen's University à Belfast, Phil Scraton, qui avait déjà dirigé une enquête après la catastrophe d'Hillsborough, en 1989, qui avait coûté la vie à 97 supporters de Liverpool après des mouvements de foule. Il liste les comportements violents et arbitraires des forces de l'ordre contre les supporters. «Les charges continues et aléatoires de la police sur les supporters et l'utilisation de gaz lacrymogène injustifié sur des hommes, des femmes et des enfants coincés dans des espaces très exigus, était un comportement inconscient et dangereux. Cela constitue une agression criminelle», explique le rapport. «L'incapacité continue à gérer la foule a sérieusement mis en danger la santé et le bien-être des supporters», poursuit le rapport qui souligne que seule l'expérience que certains supporters des Reds avaient eue à Hillsborough et leur retenue a permis au bilan de ne pas se compter en morts. Venus assister à la finale de la Ligue des champions entre Liverpool et le Real Madrid, les fans des Reds s'étaient retrouvés coincés par des goulets d'étranglement mis en place par la police qui a ensuite fait un usage massif de gaz lacrymogène. Le coup d'envoi du match avait dû être reporté de plus d'une demi-heure en raison des incidents autour du stade. Alors que des personnalités gouvernementales avaient pointé du doigt les Anglais comme responsables, un rapport du Sénat avait, au contraire, jugé en juillet dernier que le chaos autour de l'enceinte constituait un «échec» imputable aux «décisions» des autorités locales. «Il ressort clairement des témoignages que les supporters ont été mis en danger par les tactiques agressives de la police, des mesures de sécurité inefficaces et l'absence de mise en place d'un plan de gestion globale de la sûreté du stade basé sur des principes d'évaluation des risques», pointe le rapport anglais, qui n'oublie pas les agressions et les vols par des jeunes autour du stade. ■